

Mars 2015

## LUXEMBOURG

### 1. Quels sont les titres, rang et position du Conseiller juridique?

Actuellement le Directeur des Affaires juridiques et culturelles participe aux réunions des conseillers juridiques du CADHI en tant que représentant juridique du Ministère des Affaires étrangères et européennes (« MAEE ») luxembourgeois. La position de directeur est attribuée à des ambassadeurs issus de la carrière diplomatique et est soumis au principe de la rotation.

### 2. Quelles sont les principales fonctions du BCJ?

Le BCJ est chargé de rendre des avis sur des questions juridiques qui se posent au niveau des différents départements du MAEE. Le BCJ couvre les questions juridiques nationales, européennes et internationales.

Le BCJ représente le MAEE à des réunions et conférences d'experts à l'étranger sur des sujets principalement de droit international ou européen. Il accompagne et coordonne la procédure législative et de ratification de tout traité ou de toute convention signée par le Luxembourg.

Le BCJ comprend encore le Service des Traités. Le Service des Traités s'occupe de la procédure de ratification des traités ou conventions internationales et bilatérales auxquelles s'engage le Luxembourg ainsi que de la préparation des pleins pouvoirs. Il est également chargé de l'archivage des traités signés.

### 3. Veuillez donner une brève description du personnel employé par le BCJ, y compris le personnel en poste à l'étranger. Quelle est la répartition des postes entre les femmes et les hommes au sein du BCJ et à quelle catégorie de personnel appartiennent-ils/elles respectivement ?

Actuellement, le BCJ est composé de 8 personnes dont 2 juristes. 5 personnes sont affiliées au Service des Traités. Le Directeur du BCJ et les juristes accomplissent le rôle de Conseiller juridique.

Le personnel est issu de toutes les catégories de personnel. Le BCJ comprend 5 hommes et de 3 femmes.

### 4. Existe-t-il des politiques spécifiques de recrutement et de promotion, des dispositions et/ou des quotas pour veiller à la non-discrimination et à l'égalité des chances, par exemple pour le sexe sous-représenté, les personnes handicapées ou les personnes appartenant à des minorités ethniques ou religieuses ou issues de l'immigration ?

Le recrutement et la promotion du personnel se fait sur base des lois et règlements relatifs au recrutement auprès de la fonction publique et tient compte des critères de l'égalité des

chances et des personnes handicapées ou appartenant à des minorités ethniques, religieuses ou immigrées.

**5. Le personnel du BCJ est-il formé aux questions liées à l'égalité entre les femmes et les hommes et ces questions sont-elles intégrées au travail du BCJ ?**

Le personnel du BCJ suit la législation existante en la matière.

**6. Décrivez la structure du BCJ**

Le BCJ est composé du Conseiller juridique et du Service des Traités.

Le BCJ est dirigé le Directeur des affaires juridiques et culturelles qui possède une compétence générale.

Le Service des Traités est dirigé par un chef de service.

**7. Quelle est la place du BCJ au sein du Ministère des Affaires étrangères?**

La Direction des Affaires juridiques et culturelles constitue une des directions du MAEE fonctionnant sous l'autorité du Secrétaire général.

**8. Quels sont les principaux contacts du BCJ au sein du Gouvernement?**

Le BCJ est représenté par son Directeur ou le Secrétaire Général auprès du MAEE ou du gouvernement.

**9. Veuillez décrire les relations du BCJ avec des cabinets d'avocats, des universitaires et des institutions juridiques.**

Le BCJ assiste régulièrement à des réunions ou des conférences organisées par des cabinets d'avocats, des universitaires et des institutions juridiques sur des matières pertinentes pour le BCJ.

**10. Veuillez fournir une brève bibliographie au sujet du BCJ, le cas échéant.**

Aucune bibliographie n'est disponible au sujet du BCJ.